

Les salaires et la crise en Europe

Michel Husson
IRES

Université d'été d'UNIA
4 Juillet 2013

La dialectique de la crise
Politiques économiquement
absurdes (*illiterate*)

ou

Thérapie de choc
neoliberal e ?

Une crise à trois étages

1. La crise de la dette

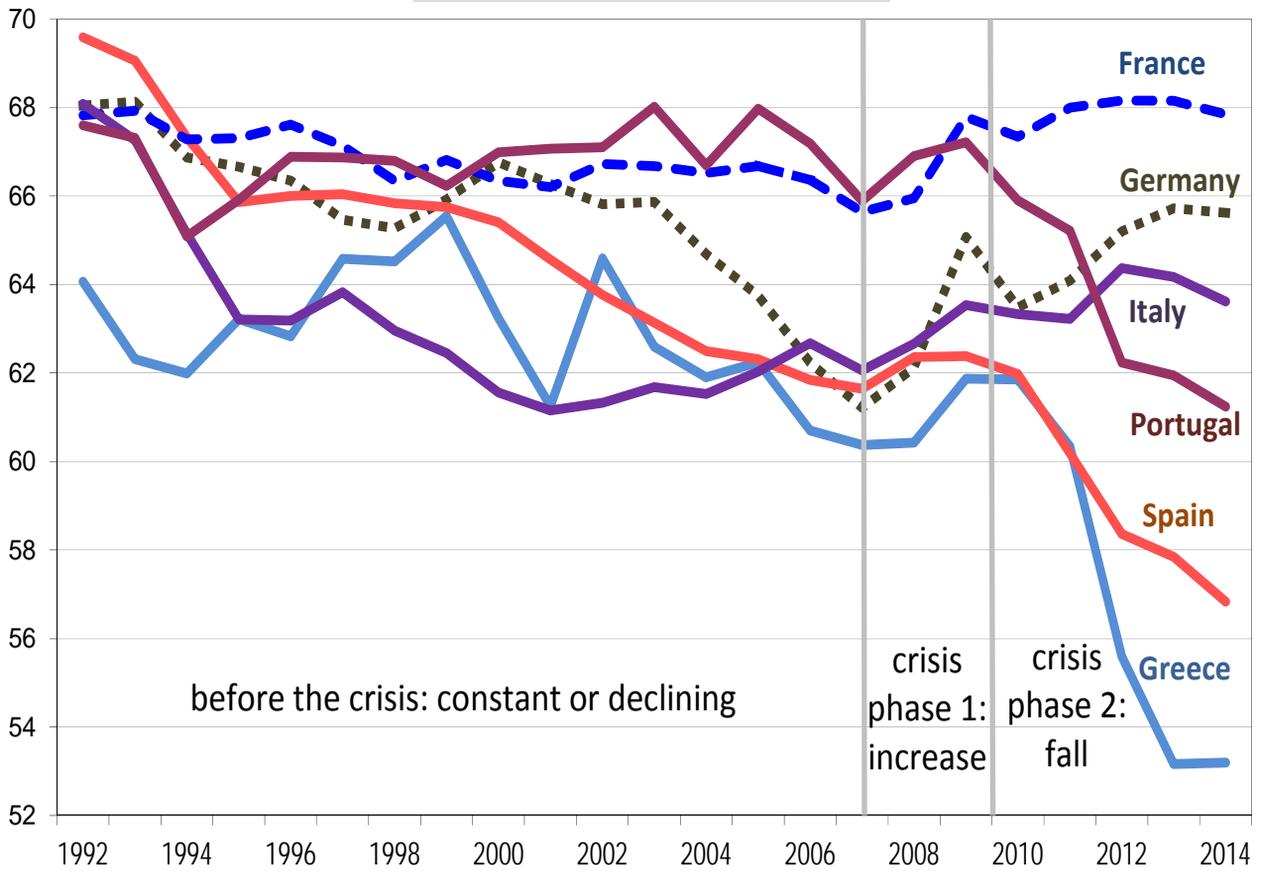
- Le véritable objectif de l'austérité budgétaire est de valider des «droits de tirage» excessifs sur la plus-value que la crise a potentiellement annulés. En un mot: la richesse fictive qui n'a pas été extraite au moyen de l'exploitation dans le passé sera assurée à l'avenir par des coupes budgétaires.
-

Une crise à trois étages

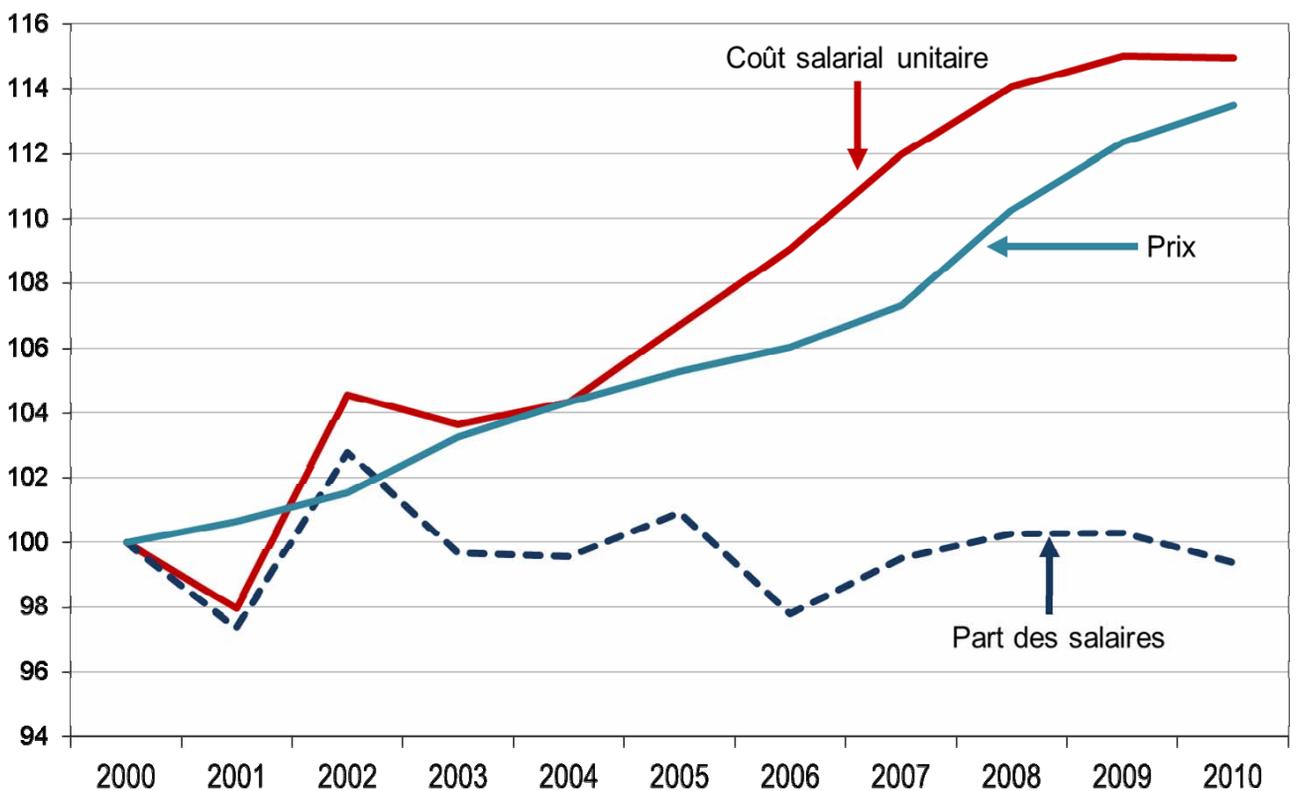
2. La crise du "système-euro"

- Selon l'analyse dominante, la croissance excessive des salaires a conduit à une perte de compétitivité des les pays «du Sud» (Espagne, Grèce, Irlande, Italie, Portugal). Ces pays devraient donc rétablir leur compétitivité au moyen d'une «dévaluation interne», c'est à dire par l'austérité salariale.
- Cette analyse est erronée, parce que la part des salaires n'a nulle part augmenté dans la zone euro avant la crise.

Part des salaires

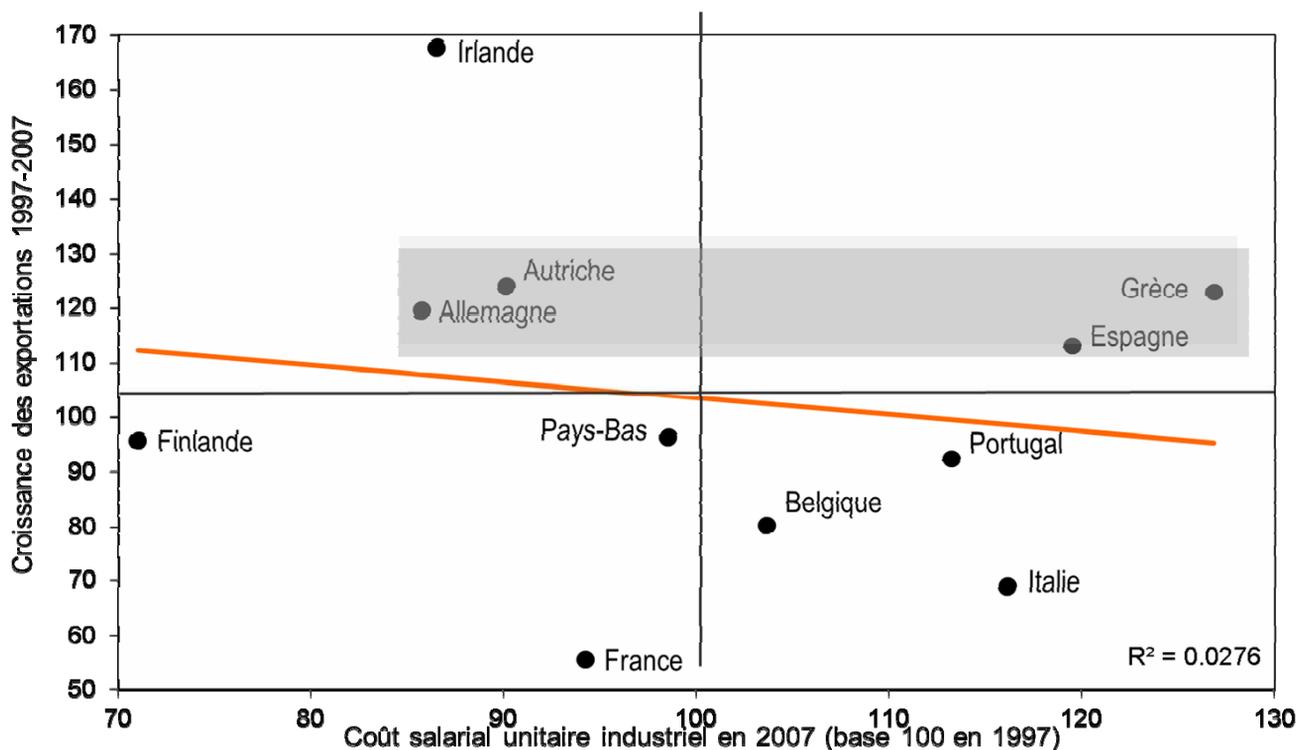


Coût salarial unitaire, prix et part des salaires Grèce 2000-2010 UE=100

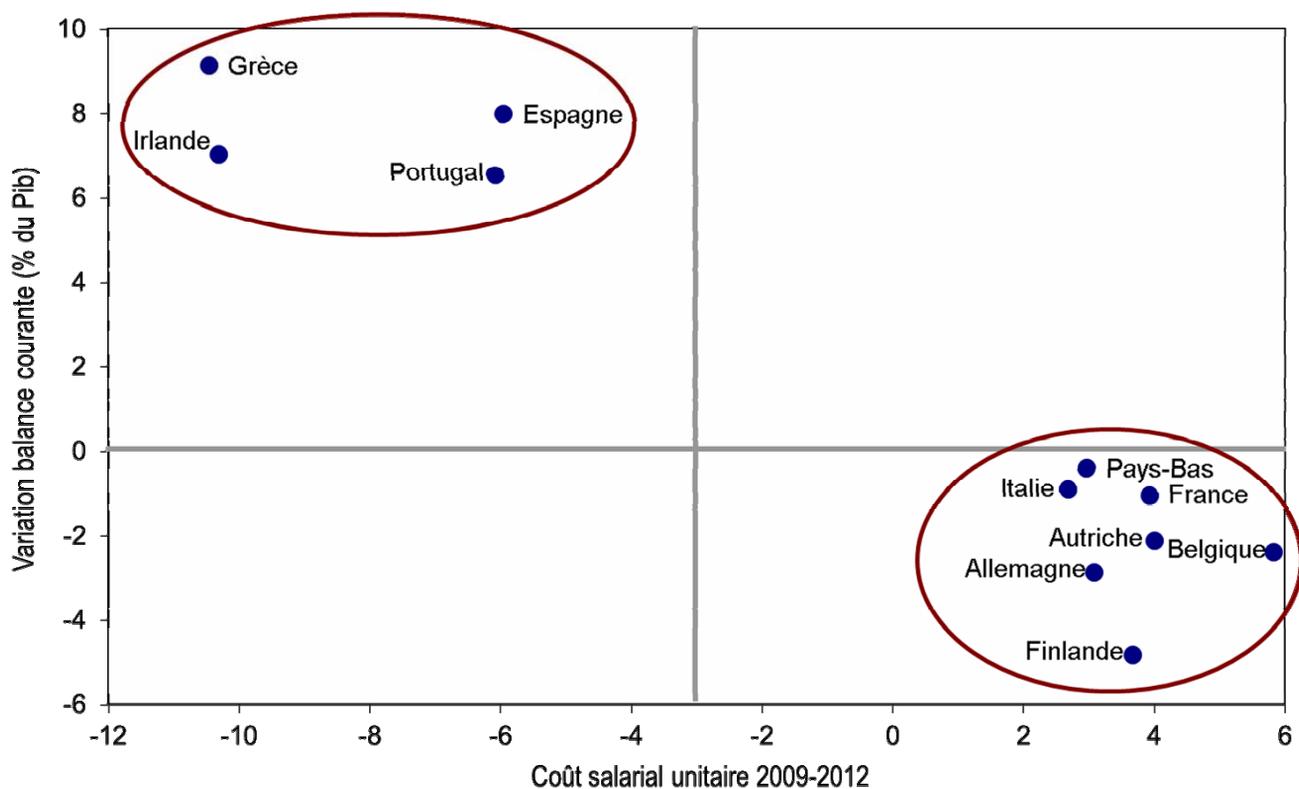


S'il existe une relation entre coûts salariaux unitaires et performances à l'exportation, elle est faible et du second ordre par rapport à la dégradation de la balance commerciale, et donc ceux-ci [les coûts salariaux] ne peuvent en être la cause.

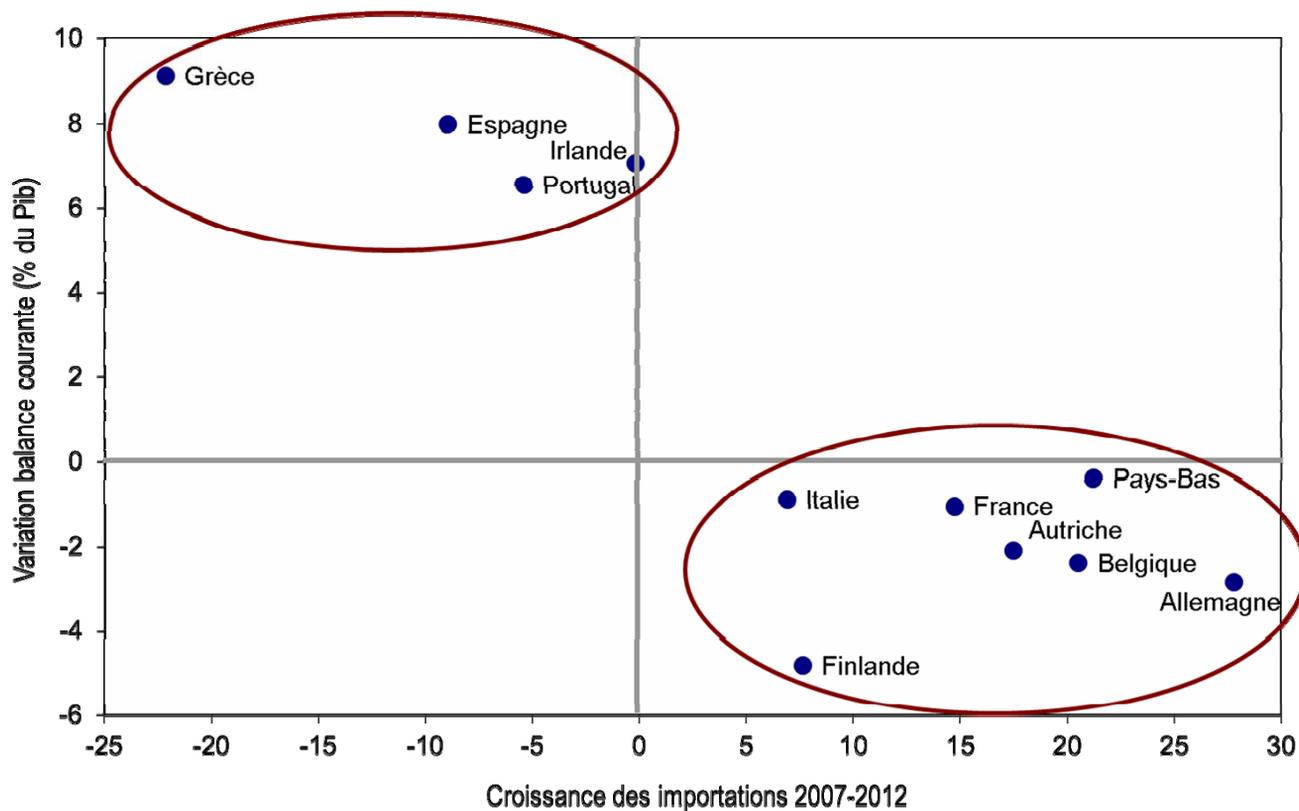
Commission européenne, *European Competitiveness Report 2010*.



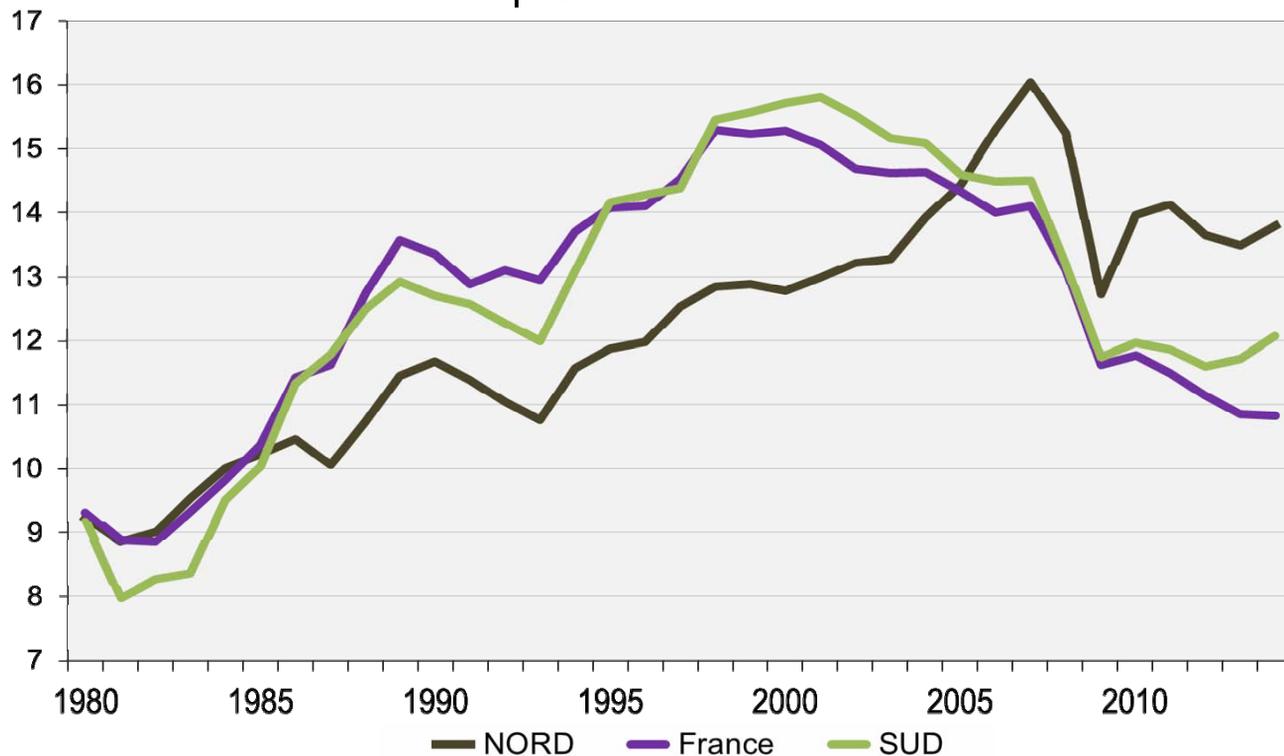
Baisse des salaires ➔ plus de compétitivité ?



**NON ! Récession ➔ moins d'importations
➔ moindre déficit commercial**

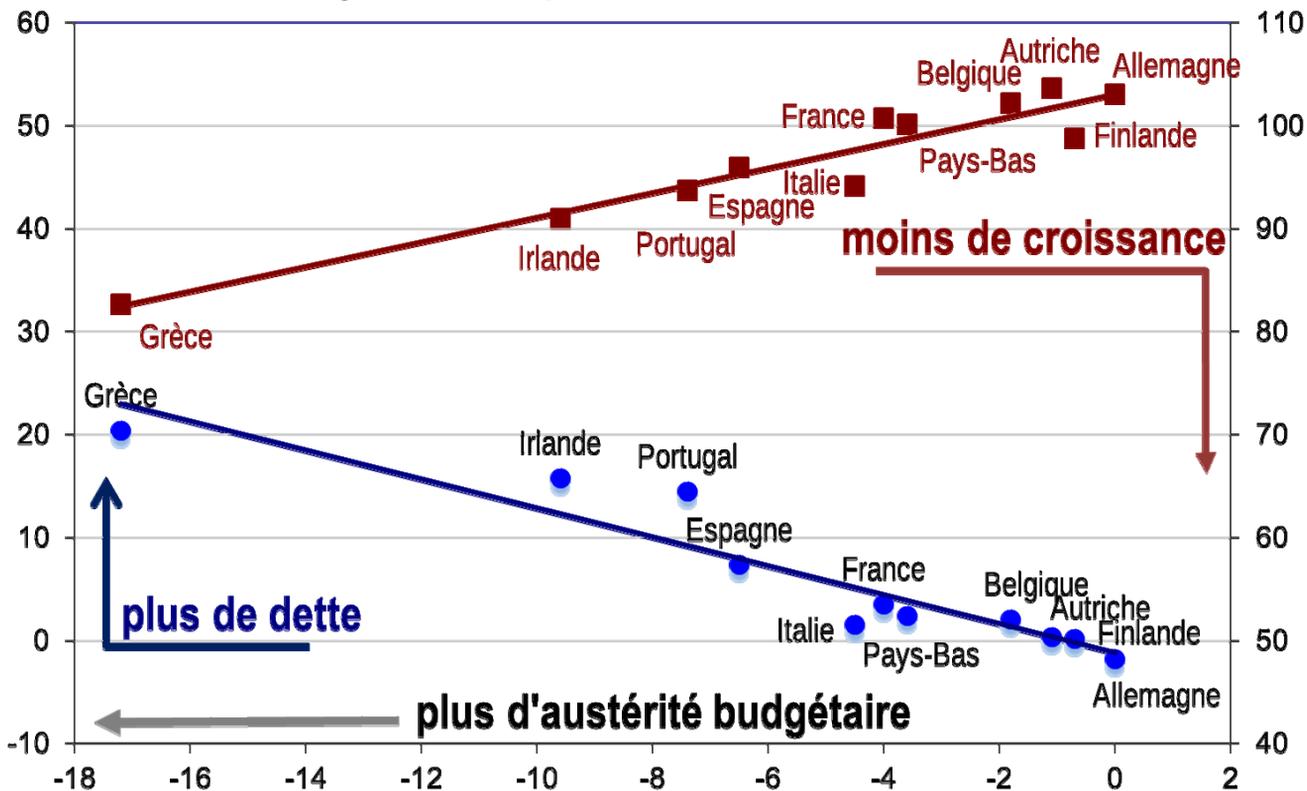


Une crise à trois étages: 3. La crise de la rentabilité Taux de profit dans la zone euro



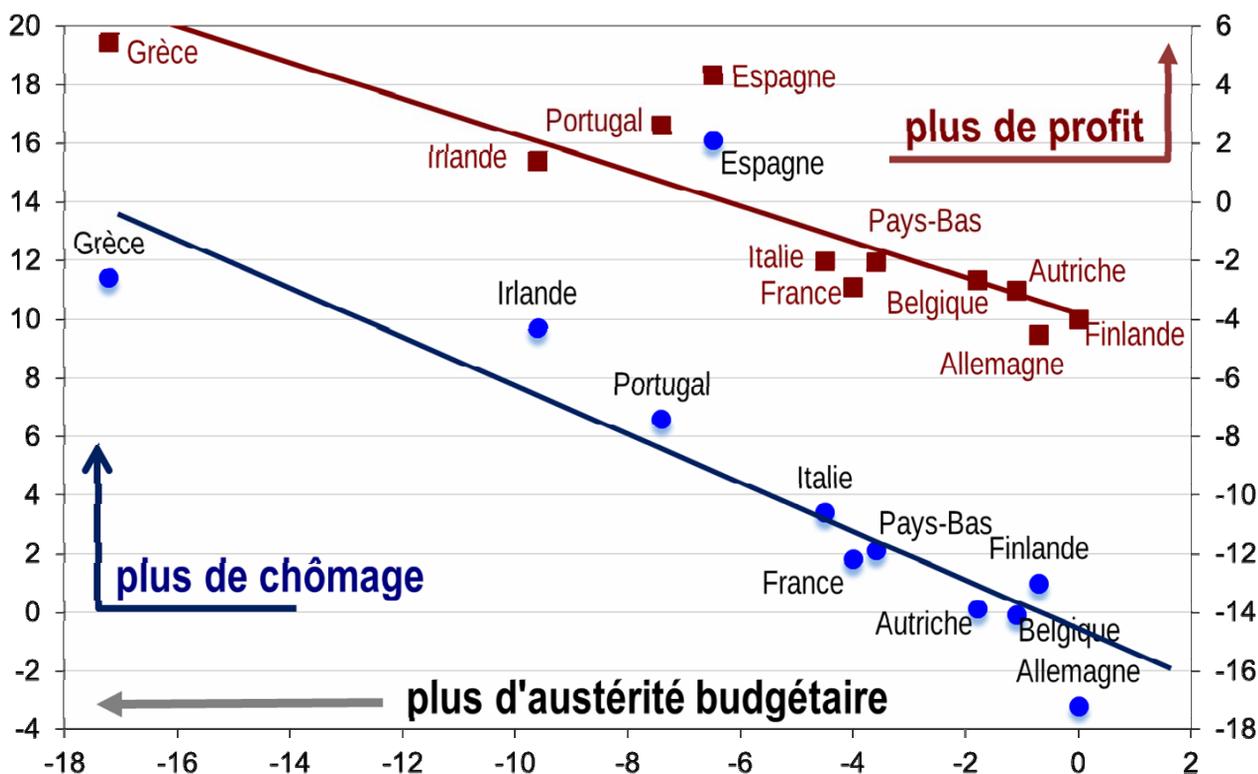
Premier temps : c'est absurde

austérité budgétaire → plus de dette → moins de croissance



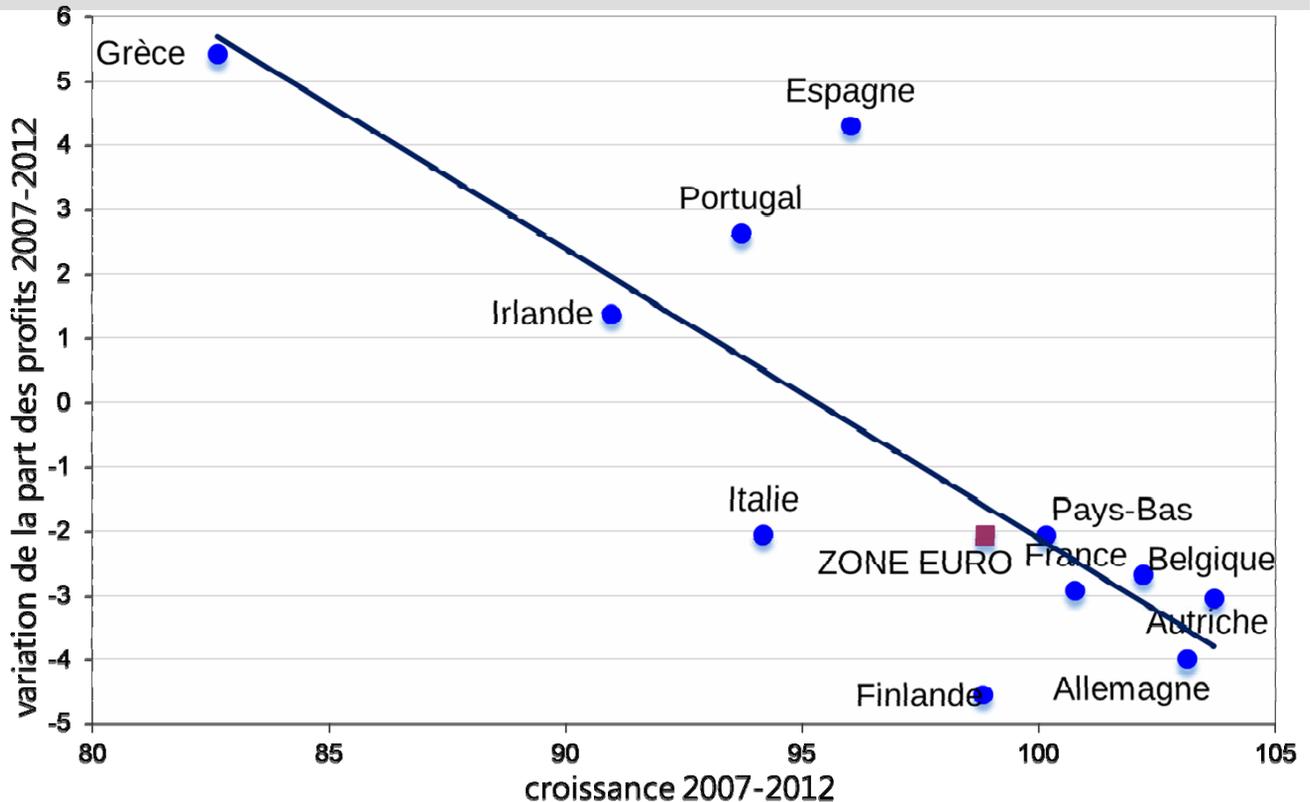
Deuxième temps : c'est fonctionnel

austérité budgétaire → plus de chômage → plus de profit



Troisième temps : c'est contradictoire

moins de croissance ➔ moins de profit



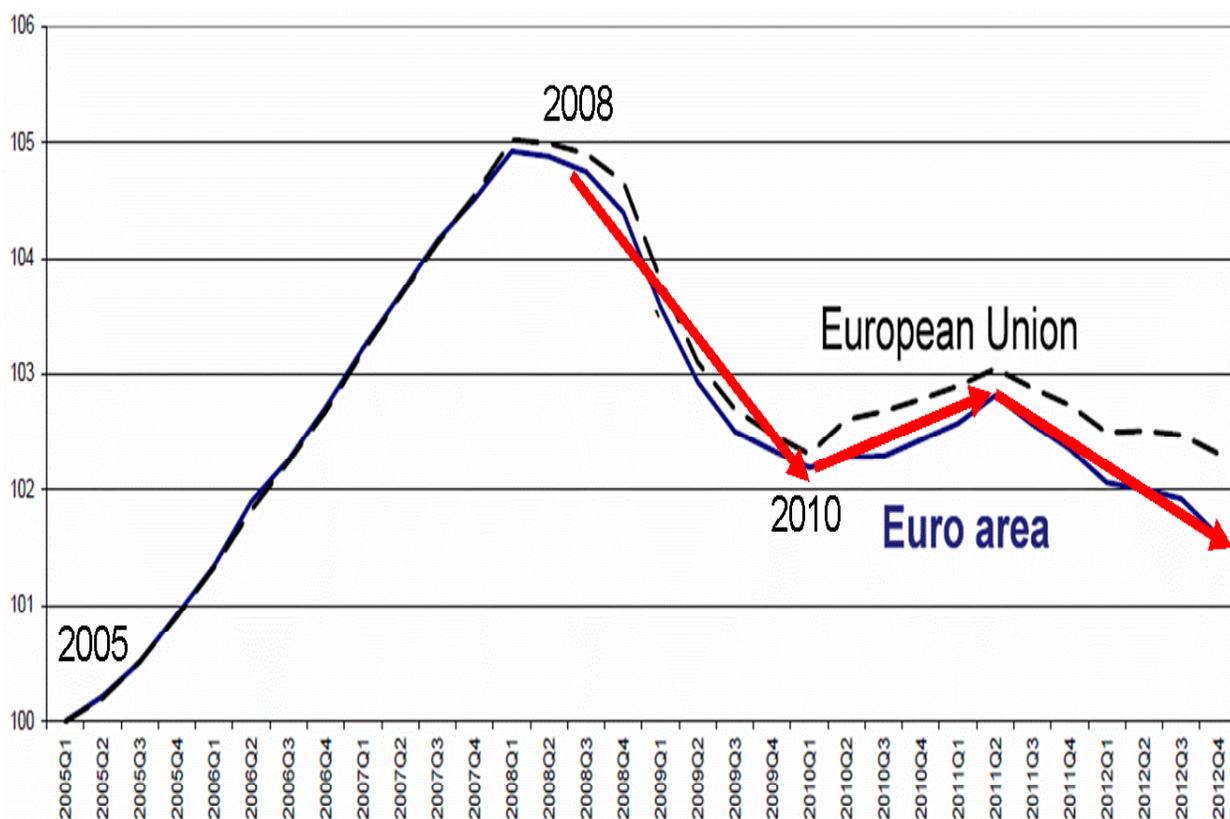
European Commission Staff

Assessment of the 2012 National Reform Programme and Stability Programme for Greece

- *Néanmoins*, on s'attend à ce que les réformes structurelles, en particulier celles du marché du travail, la libéralisation de plusieurs secteurs et un certain nombre de mesures pour améliorer l'environnement des affaires, devraient aider à promouvoir la concurrence, stimuler la productivité, augmenter l'emploi et réduire les coûts de production, contribuant ainsi à une augmentation de l'emploi et de faire reculer la pauvreté et l'exclusion sociale *à moyen terme*.
- *Nevertheless*, it is expected that the structural reforms, particularly those in the labour market, the liberalisation of several sectors and a number of measures to improve the business environment, should help promote competition, spur productivity, increase employment and reduce production costs, thus contributing to an increase in employment and limiting poverty and social exclusion *in the medium term*.

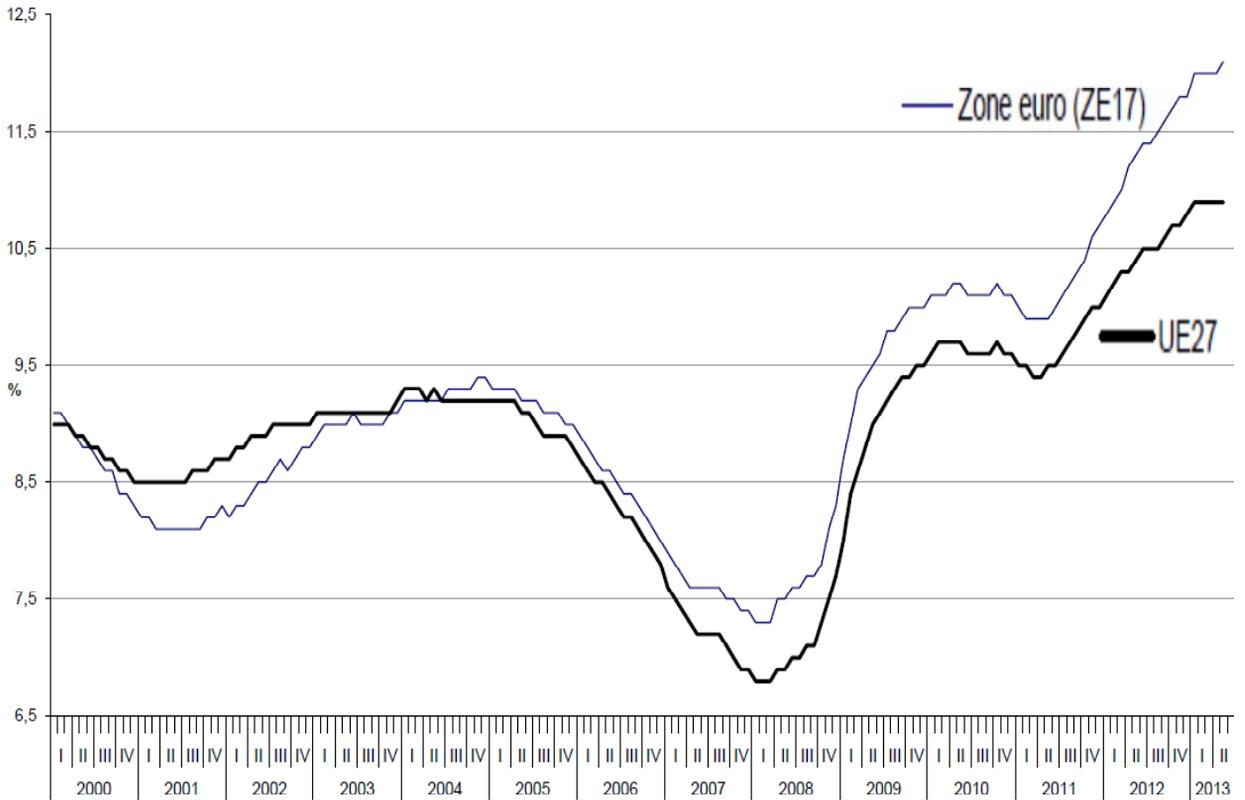
Les effets combinés de la crise et des "réformes structurelles"

Le double creux (double dip) de l'emploi

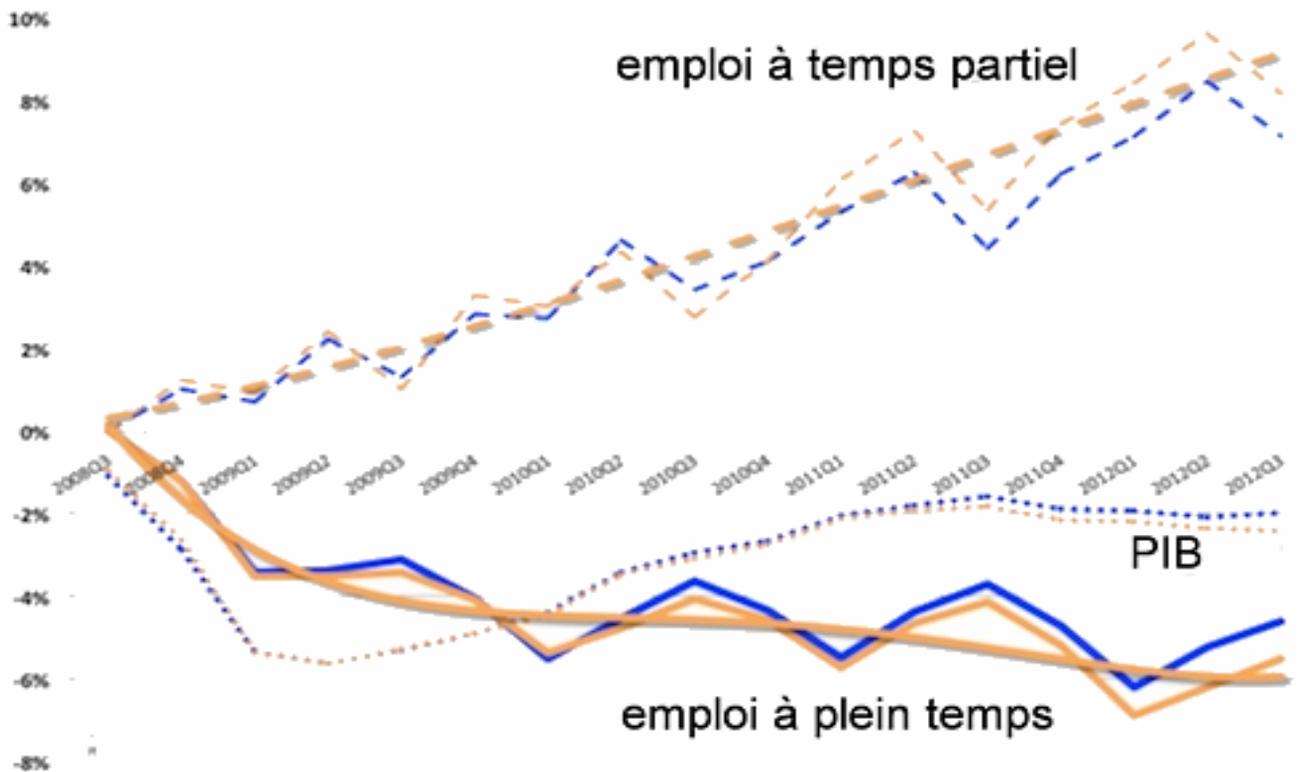


Le taux de chômage dans la zone euro et l'UE27

Mai 2013



Le chômage : la pointe émergée de l'iceberg (Ronald Janssen)



Wage Bargaining Framework: employment-friendly reforms



- ✓ decrease minimum wages
- ✓ decrease the bargaining coverage or (automatic) extension of collective agreements.
- ✓ reform the bargaining system in a less centralized way, for instance by
 - removing or limiting the "favourability principle"
 - introducing/extending the possibility to derogate from higher level agreements
 - negotiate firm-level agreements.
- ✓ overall reduction in the wagesetting power of trade unions.

Négociation salariale : les réformes favorables à l'emploi



- ✓ diminuer les salaires minimum
- ✓ réduire la couverture de la négociation ou l'extension (automatique) des conventions collectives.
- ✓ réformer le système de négociation dans le sens d'une moindre centralisation, par exemple en
 - supprimer ou réduire le "principe de faveur"
 - introduire ou étendre la possibilité d'accords dérogatoires
 - négocier des accords au niveau de l'entreprise agreements.
- ✓ réduction globale du pouvoir des syndicats en matière de salaires.

Ajustement budgétaire et “réformes structurelles”

Assainir le budget

- coupes dans les budgets et dans les salaires des fonctionnaires
- augmentation des impôts injustes (TVA)

Rétrécir l’Etat social

- réduction des prestations chômage
- réduction des transferts sociaux
- privatisation des retraites

Flexibiliser le marché du travail

- réduction du salaire minimum au minimum
- affaiblissement de la négociation collective
- assouplissement du droit du travail

Pour une stratégie européenne

Les dangers d’un choix impossible

- sortir de l’euro, ou:
- attendre l’avènement d’une “bonne” Europe

La nécessité d’une double rupture:

- avec la logique du capitalisme financiarisé
- avec la logique de l’“Eurolibéralisme”

Que faire de la dette ?

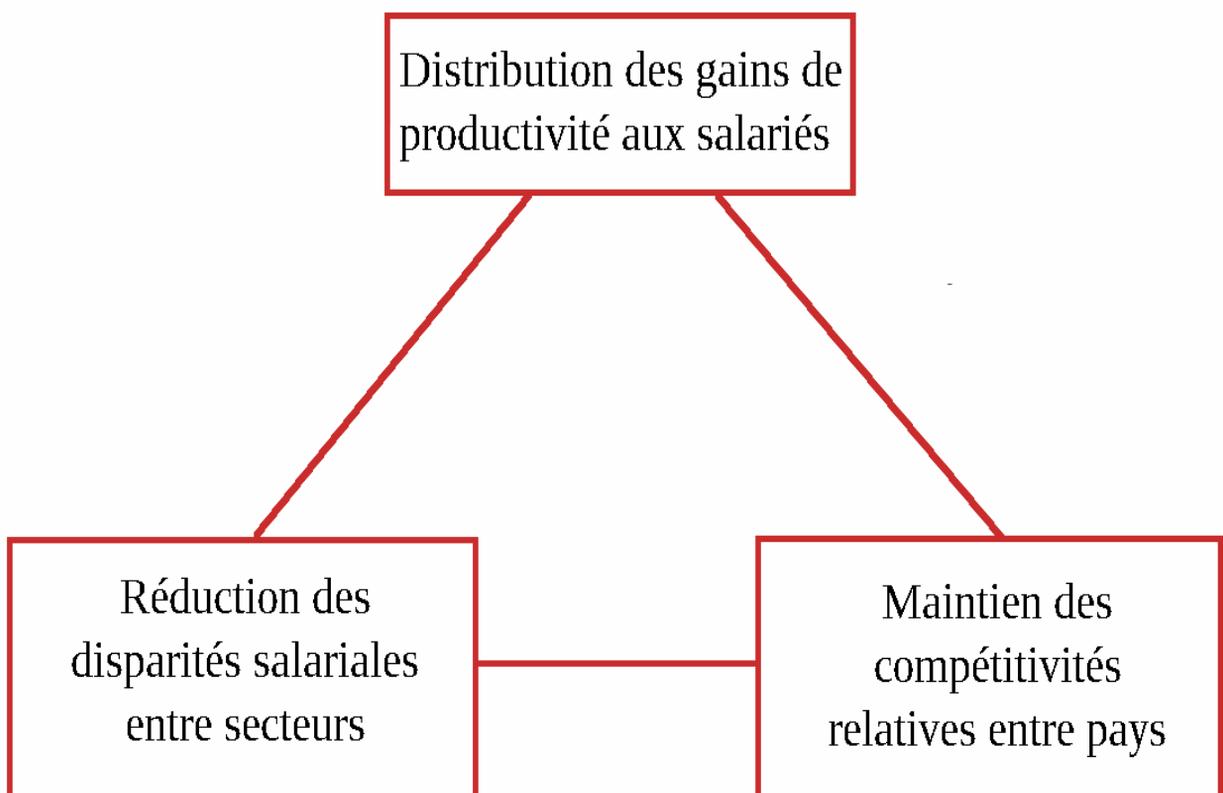
- La dette illégitime doit être annulée après un audit citoyen au prorata des allègements fiscaux pour les riches et du sauvetage des banques.
- Les Etats de l'Union européenne devraient pouvoir emprunter directement auprès de la Banque centrale européenne (BCE) à des taux d'intérêt très bas et les banques du secteur privé devraient être tenues de prendre en charge un certain pourcentage de la dette publique.
- Une réforme fiscale coordonnée au niveau européen, qui taxe les mouvements de capitaux, les transactions financières, les dividendes, les grandes fortunes, les super-salaires et les revenus du capital à un taux normal à travers l'Europe.
- ***L'austérité budgétaire est incompatible avec la transition écologique***

Pour une stratégie européenne de rupture et d'extension

- (1) Les « bonnes » mesures sont mises en œuvre unilatéralement comme, par exemple, la taxation des transactions financières
- (2) plans d'accompagnement et de protection tels que les contrôles de capitaux
- (3) le risque politique du non-respect des règles européennes est assumé
- (4) la proposition est faite de modifier ces règles pour permettre aux États membres d'adopter de nouvelles mesures, par exemple avec une taxe européenne sur les transactions financières
- (5) la confrontation politique avec d'autres Etats européens n'est pas évitée et la menace d'une sortie de l'euro n'est pas exclue en tant que possible option

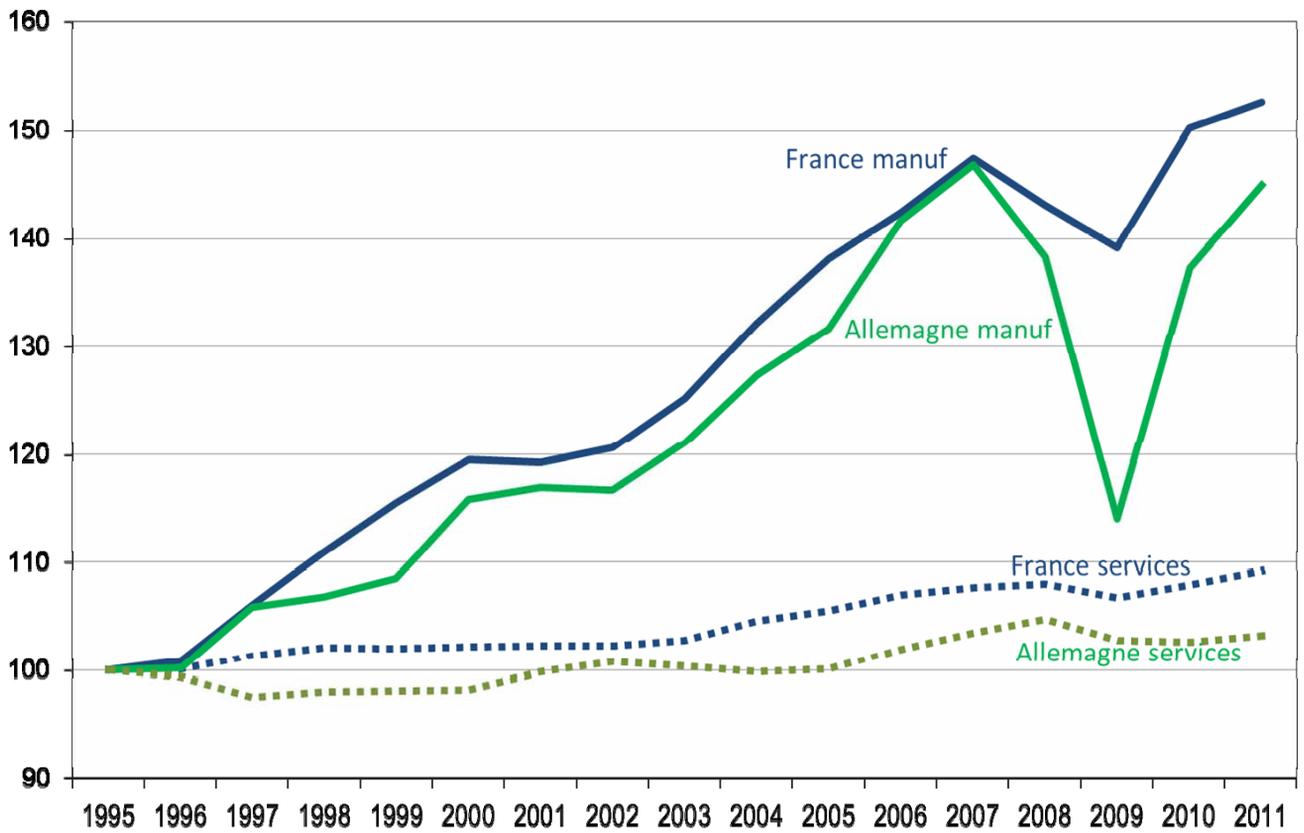
A la recherche d'une
« règle salariale optimale » :
un triangle d'incompatibilité ?

Un triangle d'incompatibilité ?



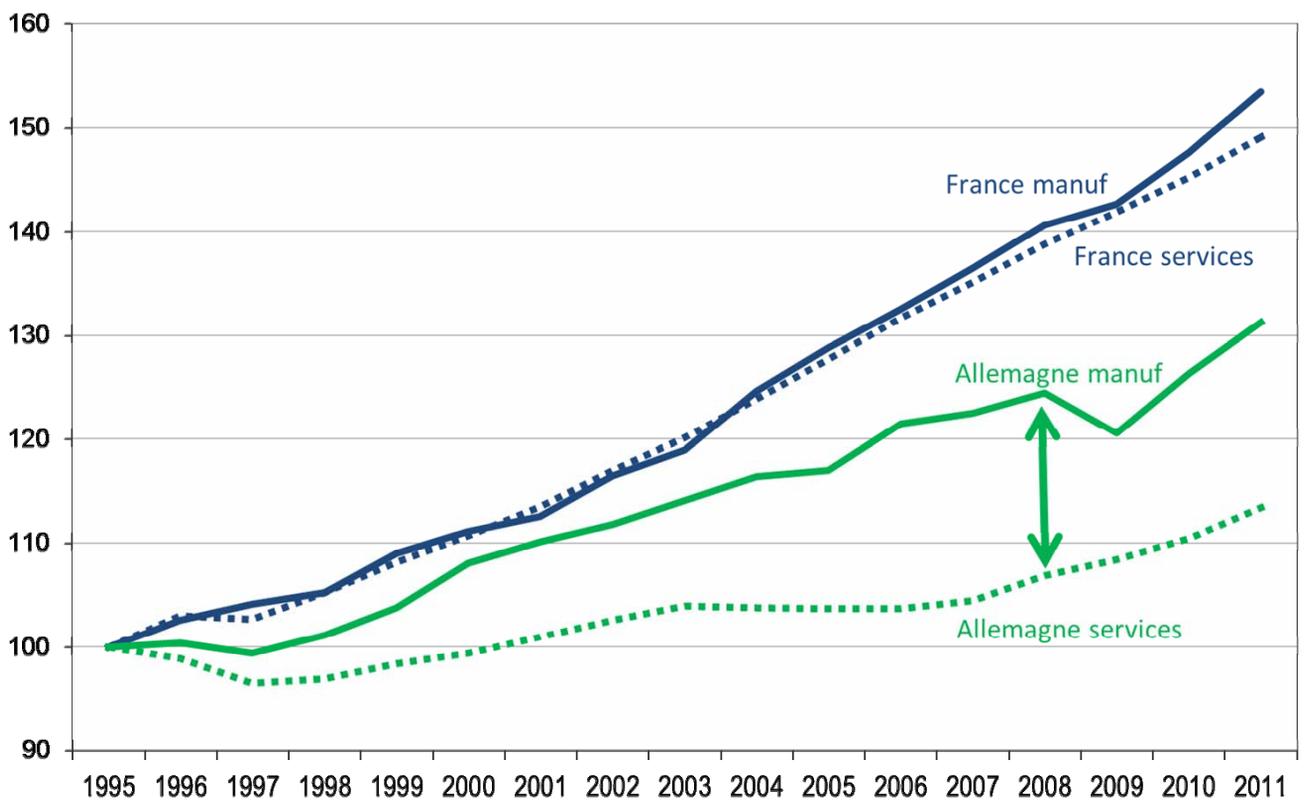
France-Allemagne : manuf vs services

Productivité : même structure



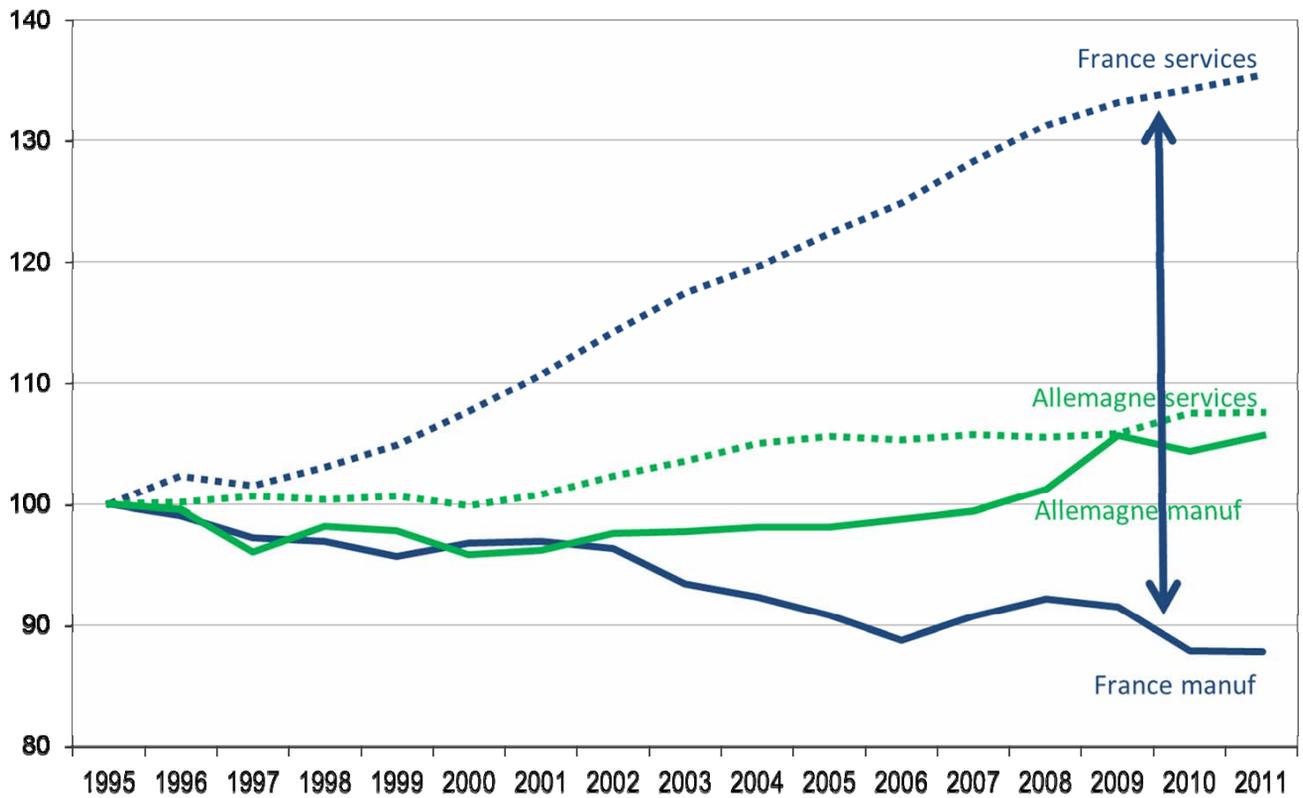
France-Allemagne : manuf vs services

Salaires : un écart en Allemagne



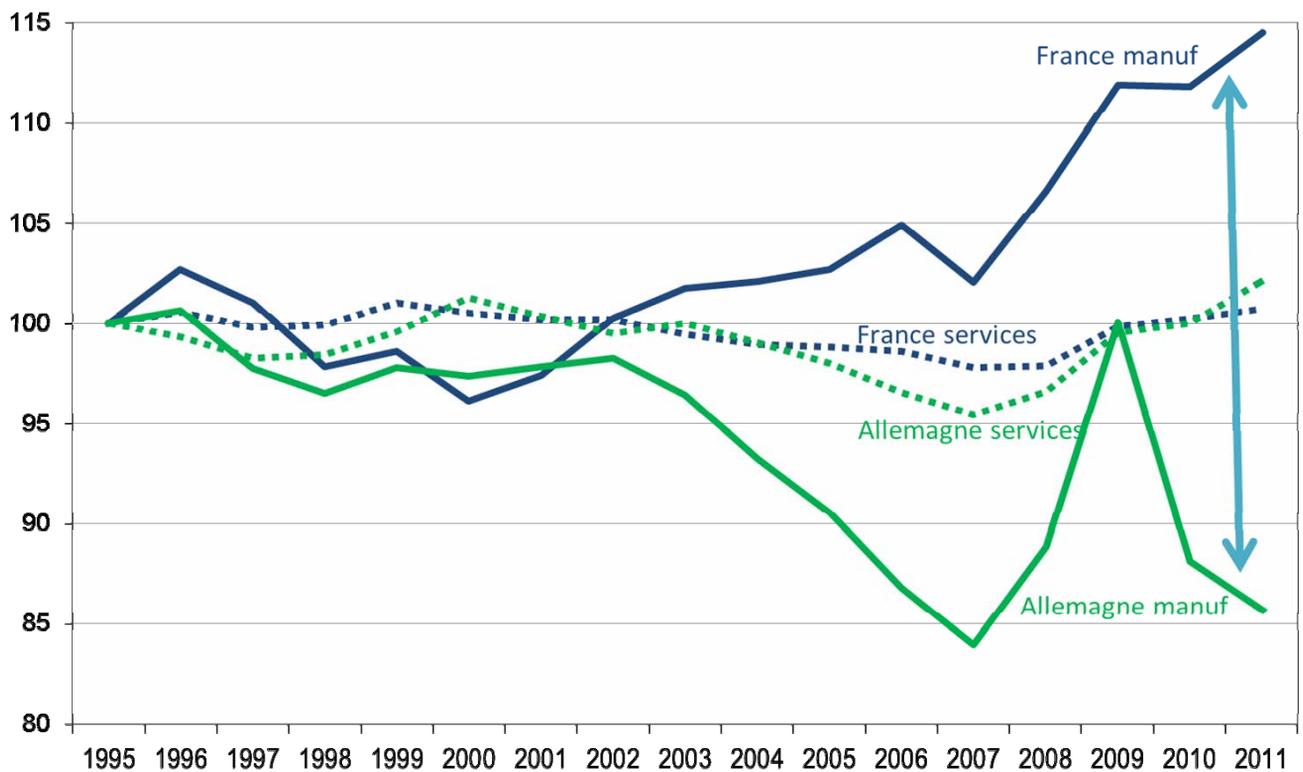
France-Allemagne : manuf vs services

Prix : un écart en France



France-Allemagne : manuf vs services

Part des salaires : un écart entre l'Allemagne et la France dans le secteur manufacturier



Peut-on sortir du triangle ?

1. Une règle salariale : une augmentation générale des salaires en fonction de l'indice des prix et des gains de productivité moyens
 - ▶ redistribution juste des gains de productivité
2. Une "règle de prix": les prix relatifs devraient varier inversement avec la productivité relative des secteurs
 - ▶ part des salaires constante dans tous les secteurs
3. transferts et investissements (fonds structurels) dans le secteur productif pour assurer une croissance rapide de la productivité dans les pays en voie de rattrapage
 - ▶ convergence des taux d'inflation

Conclusions (très) provisoires

- La logique sous-jacente de la Commission européenne est de remettre en question les modèles sociaux. Elle conduit à une récession prolongée, à la régression sociale et à une hyper-concurrence généralisée.
- L'intégration européenne était tronquée, mais la sortie de l'euro coûterait encore plus cher.
- Une refondation de l'Europe passe par un refus coordonné des contre-réformes et un projet pour la mise en œuvre de règles du jeu solidaires.

Pour un système européen de salaires minimum

- La règle pourrait être :
 salaire minimum = 60 % du salaire médian
(c'est à peu près le cas en France)
 - Une règle « universelle » ...
mais qui tient compte des différences de salaires entre pays
 - Une arme contre le dumping salarial (entre pays) et les bas salaires (dans chaque pays)
 - Un débat d'actualité en Allemagne et en Suisse
(mais opposition des syndicats italiens et suédois)
-